

IRAK

Barzan al-Tikriti et Awad al-Bandar ont été pendus

Deux proches de Saddam Hussein, Barzan al-Tikriti et Awad al-Bandar, ont été pendus hier à l'aube à Bagdad, a confirmé officiellement le gouvernement irakien.

"Barzan al-Tikriti et Awad al-Bandar ont été pendus ce matin", a annoncé dans une conférence de presse le porte-parole du Premier ministre Nouri al-Maliki, Ali al-Dabbagh, deux semaines après l'exécution par pendaison de l'ex-président irakien Saddam Hussein.

L'exécution a eu lieu en présence du procureur Mounqith al-Faroun, d'un juge et d'un médecin.

"La tête de Barzan s'est détachée de son corps lors de sa pendaison. C'est un acte de Dieu.

Cela est déjà arrivé auparavant", a-t-il souligné. "Comme prévu par la loi, les deux condamnés ont été informés du verdict de condamnation à mort prononcé par le Haut Tribunal pénal irakien. L'exécution s'est déroulée dans la dignité", a déclaré M. Dabbagh.

"Nous avons informé tous les témoins assistant à l'exécution qu'ils devaient se comporter avec dignité et respect. Ces témoins se sont engagés par écrit à respecter la dignité des condamnés pendant l'exécution", a poursuivi le porte-parole.

L'exécution de Barzan al-Tikriti, demi-frère de Saddam Hussein et ancien chef des services de renseignement, et de Awad al-Bandar, ex-président du

tribunal révolutionnaire avait été annoncée en début de matinée par une source gouvernementale qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat. Les deux hommes, ainsi que l'ancien président Saddam Hussein, avaient été condamnés à mort par pendaison le 5 novembre 2006 pour le massacre de 148 villageois chiites de Doujaïl, au nord de Bagdad, tués en représailles à un attentat manqué contre le convoi présidentiel en 1982. L'appel de leur condamnation avait été rejeté le 26 décembre par la cour d'appel du Haut Tribunal pénal irakien.

Les deux hommes devaient être pendus en même temps que Saddam Hussein, le 30 décembre, dans une caserne des renseignements militaires de

Kadhimiya, quartier nord et majoritairement chiite de Bagdad.

Leur exécution avait été ajournée au dernier moment, pour une raison qui n'a jamais été précisée par les autorités irakiennes. Elle avait été depuis, reportée sous la "pression internationale", après l'indignation suscitée par la diffusion sur internet d'une vidéo pirate de la pendaison de Saddam Hussein. Barzan Ibrahim al-Hassan al-Tikriti, 55 ans, était l'un des trois demi-frères du président déchu et son conseiller présidentiel. Il avait été capturé le 16 avril 2003 à Bagdad.

Awad Ahmed al-Bandar, 60 ans, avait dirigé le tribunal révolutionnaire irakien qui avait condamné à mort les 148 victimes de Doujaïl.

Manifestation de joie dans la ville sainte chiite de Najaf

Des centaines de personnes ont manifesté leur joie hier dans la ville sainte chiite de Najaf (sud de l'Irak), peu après l'annonce de l'exécution de deux proches de l'ancien président Saddam Hussein, a constaté un correspondant de l'AFP.

Des partisans du Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak (CSRRI, au pouvoir), la principale formation chiite du pays, se sont notamment rassemblés devant le siège de ce mouvement à Najaf.

Dansant au son du tambour, ils ont célébré bruyamment l'exécution du demi-frère de Saddam

Hussein, Barzan al-Tikriti, ancien chef des services de renseignement, et de Awad al-Bandar, ex-président du tribunal révolutionnaire. Condamnés à mort pour "crime contre l'humanité" en même temps que l'ancien président le 5 novembre dernier, ils ont été pendus hier à l'aube dans le plus grand secret par les autorités irakiennes, deux semaines après Saddam.

"Justice est rendue. On attendait ce jour avec impatience, c'est la revanche des martyrs de Saddam et de sa clique", a commenté Hashem Silawi, sous les applaudissements des manifestants

qui brandissaient des portraits des principaux leaders chiites du pays. Plusieurs attroupements ont été ainsi signalés dans la ville, où les manifestants saluaient par des cris de joie la pendaison de Barzan et Bandar.

A majorité chiite, Najaf (160 km au sud de Bagdad) est considérée comme la capitale du chiisme avec la présence du Mausolée de l'Imam Ali, le lieu chiite le plus saint. Les chiites ont été victimes de vastes persécutions sous le régime de Saddam Hussein, dominé par la minorité sunnite. L'ex-dictateur et ses deux coaccusés avaient été condamnés à

la peine capitale par le Haut Tribunal pénal irakien pour leur responsabilité dans la mort de 148 villageois chiites dans les années 1980, tués en représailles à un attentat manqué contre le convoi présidentiel.

A Bagdad, l'exécution de Barzan al-Tikriti et Awad al-Bandar n'avait donné lieu hier en milieu de journée à aucune manifestation notoire, notamment dans le quartier populaire de Sadr City, bastion chiite dans le nord-est de la capitale, où la mort de Saddam Hussein avait été saluée par de brèves manifestations de joie.

CRISE DU NUCLEAIRE

IRANIE

L'Iran, défiant Washington, veut poursuivre ses ambitions nucléaires

Téhéran s'est dit hier déterminé à poursuivre ses ambitions nucléaires et à installer au moins 3 000 centrifugeuses, au lendemain d'un discours du président américain George W. Bush qualifiant l'Iran de "menace" pour la région.

"Nous allons vers une production de combustible nucléaire qui nécessite 3 000 et même davantage de centrifugeuses", a déclaré Gholamhossein Elham, porte-parole du gouvernement, au cours d'un point de presse. "Notre objectif est d'assurer nos besoins industriels", a-t-il poursuivi, en réponse à une question sur l'installation de centrifugeuses sur le site d'enrichissement de Natanz (centre). "Nous sommes en train de compléter (notre programme nucléaire) et nous allons l'annoncer dans quelque temps, lors de la décade de Fajr", qui correspond aux cérémonies célébrant la victoire de la révolution islamique de 1979, prévues du 1er au 11 février, a ajouté M. Elham.

M. Elham a précisé que les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) étaient informés "des travaux accomplis". Actuellement, le site de Natanz dispose de deux cascades de 164 centrifugeuses qui enrichissent de l'uranium à environ 5%, un niveau nécessaire pour la fabrication du combustible destiné aux centrales nucléaires civiles. L'Iran soutient que ce programme est purement civil, mais les Etats-Unis, notamment, craignent qu'il ne dissimule un objectif militaire. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté fin décembre une résolution imposant des sanctions contre les programmes nucléaires et balistique de l'Iran après son refus de suspendre son programme d'enrichissement d'uranium.

Les déclarations de M. Elham semblent donc défier la communauté internationale, d'autant qu'elles interviennent au lendemain de nouvelles accusations américaines portées contre Téhéran, notamment sur son rôle en Irak. "Un échec en Irak renforcerait la position de l'Iran, qui représente une menace significative pour la paix mondiale", a déclaré le président américain lors d'un entretien accordé à la chaîne de télévision CBS. "Je pense que ce que disent (les officiers américains), c'est que les Iraniens fournissent du matériel qui tue des Américains, et cela, c'est inacceptable", a ajouté George W. Bush. De son côté, le vice-président Dick Cheney a estimé "très important" que les autorités iraniennes "gardent leurs hommes chez eux".

"Nous ne voulons pas qu'ils puissent essayer de déstabiliser la situation en Irak", a-t-il dit sur Fox. La tension entre les deux ennemis — qui n'ont plus de relations diplomatiques depuis 1979 — est montée la semaine dernière après l'arrestation de cinq Iraniens par les forces américaines en Irak.

Les Etats-Unis ont interpellé jeudi cinq membres du "bureau de liaison" d'Iran à Erbil, au Kurdistan irakien, les accusant d'être liés aux Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime.

L'Iran a affirmé que ces hommes étaient des "employés officiels" travaillant au "consulat" iranien à Erbil. L'Iran et le gouvernement irakien ont demandé la libération immédiate de ces hommes. "Nous avons communiqué avec l'ambassade américaine en Irak et avec le commandement de la force multinationale pour demander leur libération s'ils sont innocents", a déclaré le ministre irakien des Affaires étrangères Hoshyar Zebari sur CNN. "Les Américains sont en train de fuir la région et pour sauver la face, ils profèrent des insultes", a déclaré M. Elham. Il a ajouté que "si les Etats-Unis avaient la volonté de quitter la région (...) on pourrait pardonner leurs injures".

L'UE et l'Italie condamnent les nouvelles exécutions en Irak et réitèrent leur opposition à la peine de mort

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso et le président du Conseil italien Romano Prodi ont condamné les exécutions des deux coaccusés de l'ancien président irakien Saddam Hussein et réaffirmé leur opposition à la peine de mort.

"Pour une question de principe, l'UE est contre la peine de mort et aucun homme n'a le droit d'ôter la vie d'un autre", a souligné Barroso à l'issue de sa rencontre hier à Rome avec le chef du gouvernement italien Romano Prodi. Le commissaire européen a tenu en outre à rendre hommage à l'Italie pour son initiative d'inscrire la question d'un

moratoire mondial contre la peine de mort dans l'agenda des Nations unies, soulignant que l'UE va convaincre tous les pays à adhérer à ce moratoire pour abolir la peine de mort. De son côté, le président du Conseil italien a indiqué que son pays adoptait la même position manifestée lors de l'exécution de Saddam Hussein réitérant sa ferme opposition à la peine de mort. "Nous n'avons plus besoin de dire davantage sur ces exécutions. Notre position est connue. L'Italie est contre la peine de mort", a-t-il affirmé. Le gouvernement italien avait annoncé le 2 janvier dernier sa volonté de remettre à l'ordre du jour de

l'Assemblée générale de l'Onu la question d'un moratoire universel sur la peine de mort.

Romano Prodi, qui a protesté à plusieurs reprises contre l'exécution de Saddam Hussein, a promis que Rome profiterait de sa présence au sein du Conseil de sécurité pour agir en faveur de l'abolition universelle de la peine capitale.

"L'Italie, au Conseil de sécurité de l'ONU, agira pour faire en sorte que la condamnation de la peine de mort se répande et s'applique dans tous les pays du monde. C'est une entreprise difficile, mais avec le temps nous y arriverons", avait-il déclaré.

Pas de garantie de succès pour le plan de sécurité de Bagdad, selon le général Casey

Le nouveau plan de sécurité de Bagdad, qui doit être mis en œuvre dans les prochains jours, ne présente pas "de garantie de succès", a déclaré hier le chef des forces américaines en Irak, le général George Casey.

"Il n'y a pas de garantie de succès, cela ne se fera pas en une nuit", a déclaré au cours d'une conférence de presse le général Casey.

"Mais avec des efforts soutenus, cela peut marcher", a-t-il ajouté. "Les premiers éléments sont déjà sur place", a-t-il précisé, en référence aux 17 500 soldats américains supplémentaires

promis par le président George W. Bush en renfort pour la capitale irakienne. "Tous les quartiers de Bagdad seront traités sur un pied d'égalité : nous viserons tous ceux qui violent la loi", a prévenu le général américain, répondant à une question sur Sadr City, le bastion des milices chiites accusées de nombreuses exactions et qui est aujourd'hui une zone de non-droit pour les autorités irakiennes. "Le Premier ministre irakien a été très clair : les milices ne seront pas autorisées à former une alternative à l'Etat et à prendre en charge la sécurité", a poursuivi le général

Casey. Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a annoncé la mise en œuvre dans les prochains jours d'un plan de sécurité de la capitale, par les forces de sécurité irakiennes, avec le soutien de l'armée américaine.

Bagdad est le théâtre d'intenses violences confessionnelles entre milices armées chiites et groupes insurgés sunnites, qui font chaque jour près d'une centaine de morts, en grande majorité des civils.

"Ce plan a été conçu par des Irakiens, les Irakiens en ont le commandement mais nous sommes impliqués à toutes les

étapes", a souligné le général Casey.

Le président Bush a annoncé mercredi le renfort de 21 500 militaires américains en Irak, dont 17 500 soldats à Bagdad, s'ajoutant aux 132 000 militaires américains déjà présents dans le pays.

Selon M. Bush, le gouvernement irakien (dominé par les chiites) s'est engagé, notamment dans le cadre de ce plan, à désarmer les milices armées chiites, responsables avec des groupes insurgés sunnites des violences confessionnelles qui ravagent actuellement le pays.